

L'EXPLOITATION DE LA SEXUALITÉ DES FEMMES PAR LEUR FAMILLE AU VIETNAM : FINANCER LES CHOCS EXOGÈNES ET LE CRÉDIT INFORMEL

Nicolas Lainez

Presses de Sciences Po | *Autrepart*

2013/3 - N° 66
pages 133 à 152

ISSN 1278-3986

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-autrepart-2013-3-page-133.htm>

Pour citer cet article :

Lainez Nicolas, « L'exploitation de la sexualité des femmes par leur famille au Vietnam : financer les chocs exogènes et le crédit informel »,
Autrepart, 2013/3 N° 66, p. 133-152. DOI : 10.3917/autr.066.0133

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'exploitation de la sexualité des femmes par leur famille au Vietnam : financer les chocs exogènes et le crédit informel

*Nicolas Lainez**

Cet article examine l'intrication entre choc exogène, crédit informel et exploitation de la sexualité des femmes au Vietnam¹. Il réfute la thèse, consacrée dans la recherche sur la prostitution au Vietnam, selon laquelle la pauvreté des ménages mène fatalement à la prostitution des femmes. Le problème se situe moins au niveau des revenus, lesquels suffisent en général à couvrir les besoins essentiels, que des dépenses imprévues de consommation. L'article interroge la nature précise des chocs exogènes, leurs effets sur l'économie des ménages et les conséquences en matière d'arrangements impliquant la sexualité monnayée. Comment les ménages financent-ils les chocs ? Plusieurs possibilités s'offrent à eux. Les faibles revenus empêchent la constitution d'une épargne utilisable en cas de choc. Le recours aux ressources humaines actives, dont les enfants, s'avère ordinaire. La comparaison des niveaux de profitabilité et des conditions de travail dans différentes activités envisageables par les filles de faible niveau d'instruction révèle la rationalité de la prostitution comme stratégie de sortie de crise et plus largement, d'avancement économique. Les ménages peuvent aussi financer les chocs par l'emprunt. L'article examine les causes d'exclusion du marché de la finance formelle et les modalités des crédits palliatifs. Le coût élevé du crédit informel et le fractionnement de la dette peuvent conduire au surendettement des ménages et accroître *in fine* le besoin de trouver des revenus substantiels. L'exploitation de la sexualité ne pallie alors plus le choc, mais les intérêts du crédit. L'article révèle les modalités de l'exploitation de la sexualité des filles par leurs familles dans ces situations : vente de services sexuels, quête d'un généreux bienfaiteur et système

* Doctorant en anthropologie sociale, IRIS/EHESS.

1. Que soit remerciés Nolwen Henaff pour la relecture critique de cet article et les deux lecteurs anonymes pour leurs commentaires avisés. Je tiens également à remercier l'ONG Alliance Anti-Trafic à Ho Chi Minh Ville pour le soutien financier et logistique qui a rendu possible l'enquête de thèse dont est tiré cet article, en particulier Georges Blanchard. Je suis également redevable à l'université des sciences sociales et humaines à Ho Chi Minh Ville et l'université d'An Giang de m'avoir accueilli au Vietnam pendant mes années de thèse.

de la garantie personnelle. L'approche adoptée n'examine pas les valeurs et normes qui sous-tendent l'économie du soutien familial [Lainez, 2012].

Les données proviennent d'une enquête menée dans le cadre d'un travail de thèse réalisé dans le delta du Mékong, à Châu Đốc, district frontalier avec le Cambodge, dans la province d'An Giang. Le choix de cette ville-district de quelque 150 000 habitants s'explique par la proportion de femmes originaires de la province d'An Giang, et en particulier du district de Châu Đốc, travaillant dans l'industrie sexuelle de Phnom Penh, alors que la thèse examine la mobilité prostitutionnelle du Vietnam vers le Cambodge. L'enquête couvre une population urbaine en milieu rural, en situation précaire et aux revenus instables, généralement insolvable, disposant d'un patrimoine limité et de peu ou pas d'actifs pouvant servir de garantie. Des entretiens ont été menés avec six ménages endettés exploitant la sexualité de leur(s) fille(s), une dizaine de femmes se prostituant à la pagode de l'Arbre du Bouddha au centre-ville de Châu Đốc, deux masseuses, trois prêteurs privés, une douzaine d'apprenties couturières à l'atelier de l'Union des femmes, trois travailleurs sociaux et deux fonctionnaires, dont le directeur de la Banque des politiques sociales. L'enquête repose sur des entretiens semi-structurés, des discussions informelles et l'observation participante. Cette technique a produit des données riches sur l'exploitation de la sexualité, sujet sensible que les parents ont refusé d'aborder frontalement avec moi, à la différence de leurs filles. Les prêteurs étant eux aussi bien souvent réticents à parler, à l'exception de trois d'entre eux, les informations présentées à leur égard proviennent en grande mesure de discussions avec les emprunteurs et les travailleurs sociaux.

De la pauvreté au choc exogène

La pauvreté mène à la prostitution : un argument critiquable

Nombre de travaux sur la prostitution au Vietnam défendent la thèse selon laquelle la pauvreté familiale jette les filles dans les filets de l'industrie sexuelle. Dans un rapport fondateur sur la prostitution infantile au Vietnam, Lê Bạch Dương soutient que « le point de vue qui domine dans de nombreuses recherches précédentes, dans les médias et les campagnes, c'est que les enfants entrent dans la prostitution à cause de la pauvreté. Les évaluations menées au Nord et au Sud Vietnam ont aussi mis en évidence ce lien. » [2002, p. 36, ma traduction]. L'argument de la pauvreté est aussi avancé par Rubenson *et al.* [2005, p. 408-409], Rushing [2004, p. 83], Schunter [2004, p. 9]. Brandi tel quel, cet argument est critiquable à maints égards.

Les travaux qui le mettent en avant n'interrogent pas empiriquement le lien causal entre pauvreté de la famille et prostitution des femmes. Un pauvre n'est-il pas toujours enclin à travailler pour soulager sa condition ? Pourquoi une femme choisirait-elle la prostitution plutôt qu'une autre activité ? Pourquoi tous les pauvres ne se prostituent-ils pas ? Et pourquoi toutes les femmes prostituées et leurs familles ne sont-elles pas pauvres ? La pauvreté demeure une notion vague,

abstraite, omniprésente et omnipuissante, dont la simple évocation suffirait à expliquer un phénomène qui ne va pourtant pas de soi. Ces travaux ne définissent pas la pauvreté. Or, non seulement sa définition pose problème, mais elle varie selon l'auteur, l'institution et la politique prônée. Certaines définitions mettent en avant la dimension économique. Dans son rapport *Vaincre la pauvreté humaine*, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) définit deux types de pauvreté : « Une personne vit dans la pauvreté extrême si elle ne dispose pas des revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires essentiels – habituellement définis sur la base de besoins caloriques minimaux [...]. [En revanche,] une personne vit dans la pauvreté générale si elle ne dispose pas des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins essentiels non alimentaires – tels l'habillement, l'énergie et le logement – et alimentaires » [PNUD, 2000, p. 19]. Le passage, dans les rapports du PNUD, du concept de développement humain, qui permettait de distinguer la croissance économique et ses effets sur les populations en matière de développement à travers « trois éléments essentiels de la vie de l'homme – la longévité, le savoir et le niveau de vie » [PNUD, 1990, p. 12], au concept de pauvreté humaine [PNUD, 1997], et à partir de 2010, de pauvreté multidimensionnelle qui « complémente les mesures basées sur le revenu en considérant les dérivations multiples et leur superposition » [PNUD, 2010, p. 9], témoigne de la complexité de la notion.

Le Vietnam a sa propre définition de la pauvreté. Dans le plan quinquennal 2005-2010, le ministère du Travail, des Invalides et des Affaires sociales (MOLISA) fixe le seuil de pauvreté générale à 200 000 VND par personne et par mois en zone rurale et à 260 000 VND en zone urbaine [GSO, 2008, p. 21]². Pour la période 2010-2015, le MOLISA a ajusté le seuil par rapport à l'inflation : 400 000 VND en zone rurale et 500 000 VND en zone urbaine (décision 09/2011/QĐ-TTg). Le seuil permet de recenser le nombre de ménages pauvres. Les comités populaires de hameau, chargés de comptabiliser le nombre de pauvres après évaluation des revenus des ménages déclarés résidents, délivrent une carte du foyer pauvre sur une base annuelle. Pour l'obtenir, le foyer doit détenir le livret de résidence et un certificat de résidence permanente (KT1), à défaut un permis de résidence temporaire de long terme (KT2). Cette carte donne accès à des privilèges comme les prêts à conditions préférentielles de la Banque des politiques sociales.

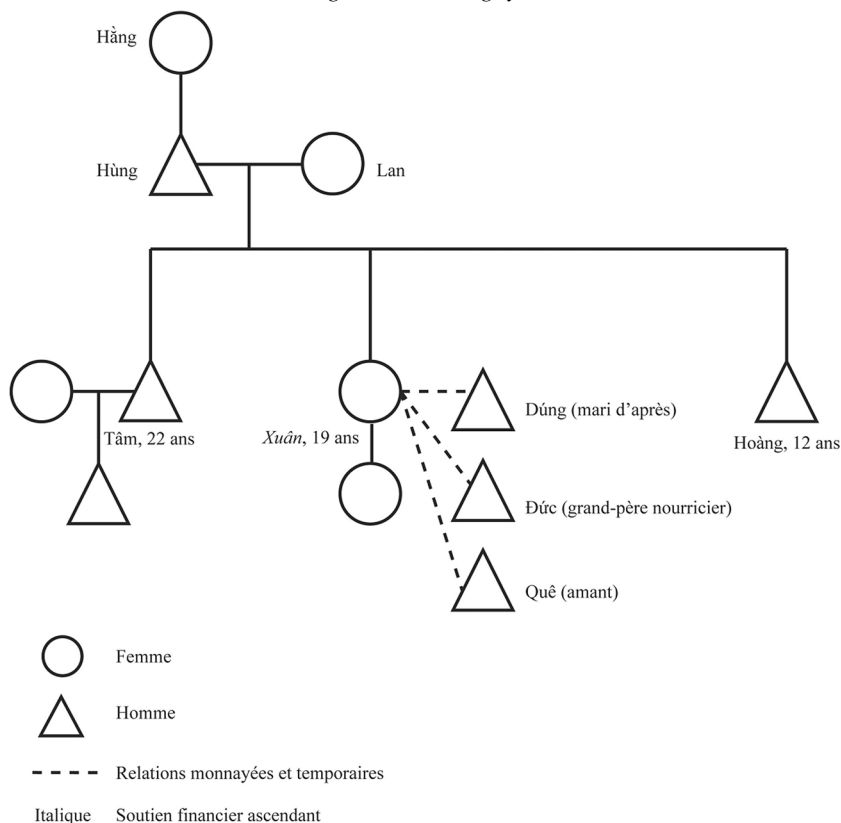
Les ménages qui exploitent la sexualité de leur(s) fille(s) sont-ils pauvres ?

Quelle est la situation économique des ménages qui exploitent la sexualité de leur(s) fille(s) ? Parmi les six ménages que j'ai examinés, j'en retiendrai ici trois dont j'ai étudié de manière approfondie la situation économique et observé les modalités d'exploitation de la sexualité des filles.

2. Au 1^{er} janvier 2008, 1 USD = 15 738 VND.

Les Nguyễn³ ont deux fils et une fille (figure 1). Le chef de famille, Hùng, est jardinier paysagiste pour une entreprise d'État. En 2008, il gagne 3 millions de VND par mois. Sa femme, Lan, a cessé de travailler en 2000 à cause de problèmes de santé. En avril 2009, l'aîné de leurs enfants, leur fils Tâm, revient dans sa famille pour l'accouchement de sa femme, après un séjour en province. Il gagne 30 000 VND par jour en pêchant des crevettes de rizière. Leur second enfant, leur fille Xuân, génère des revenus en multipliant les relations vénales avec Dúng (« mari d'après », Đứ́c (« grand-père nourricier ») et Quê (« amant ») [Lainez, 2012]. Le troisième enfant, un fils, Hoàng, ne travaille pas. La grand-mère paternelle vit avec eux. Le ménage compte huit personnes. Les revenus conjugués du ménage atteignent 3 900 000 VND, soit 487 500 VND par tête et par mois en excluant les revenus de la prostitution, ou 7 millions de VND en les incluant, c'est-à-dire 875 000 par tête et par mois. Les Nguyễn n'entrent pas dans la catégorie des ménages pauvres au regard de la définition du gouvernement vietnamien.

Figure 1 – Les Nguyễn

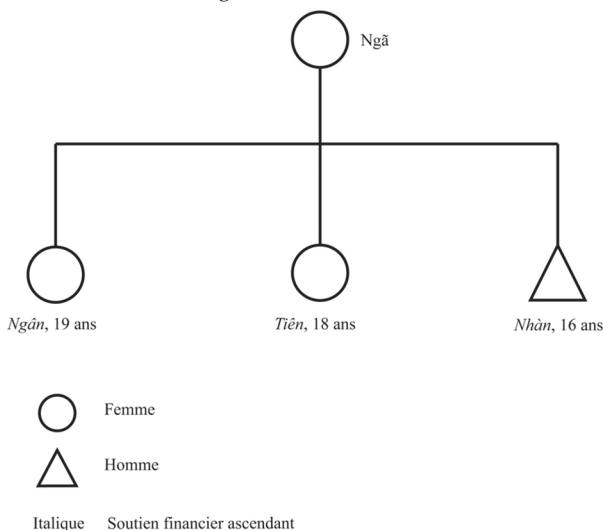


Source : auteur.

3. Tous les noms de famille ont été changés.

Les Đòan sont un ménage monoparental de trois personnes (figure 2). Ils ne possèdent aucun actif. Le chef de famille est décédé d'hépatite en 2000. Longtemps prêteuse d'argent auprès de vendeurs de billets de loterie, son épouse Ngã a été conduite par plusieurs impayés à la faillite en 2006 et obligée de fuir un prêteur qui la harcelait. Depuis son retour, elle ne travaille pas et vit dans la précarité. Le créancier lui réclame encore et toujours un complément de créance. De santé fragile et souvent déprimée, Ngã loge dans des habitations sommaires louées à la semaine, et passe ses journées à la pagode de l'Arbre du Bouddha. Elle a trois enfants. Sa première fille, Ngân, exerce la prostitution à Phnom Penh et lui envoie une centaine de dollars chaque mois. Sa deuxième fille, Tiên, gagne 75 000 VND par jour en combinant la prostitution de rue à la Pagode de l'Arbre du Bouddha et la vente de billets de loterie. Après avoir fui un prêteur, elle a rencontré en province un mécanicien qui est revenu avec elle à Châu Đốc et les finance, elle et sa mère. Son fils Nhàn, son troisième enfant, vend des billets de loterie et gagne 40 000 VND par jour. Les revenus conjugués du ménage atteignent 1 950 000 VND, soit 650 000 VND par tête et par mois en excluant les revenus de la prostitution, ou 5 023 800 en les incluant, c'est-à-dire 1 674 600 VND par tête et par mois. Les Đòan ne sont pas un ménage pauvre.

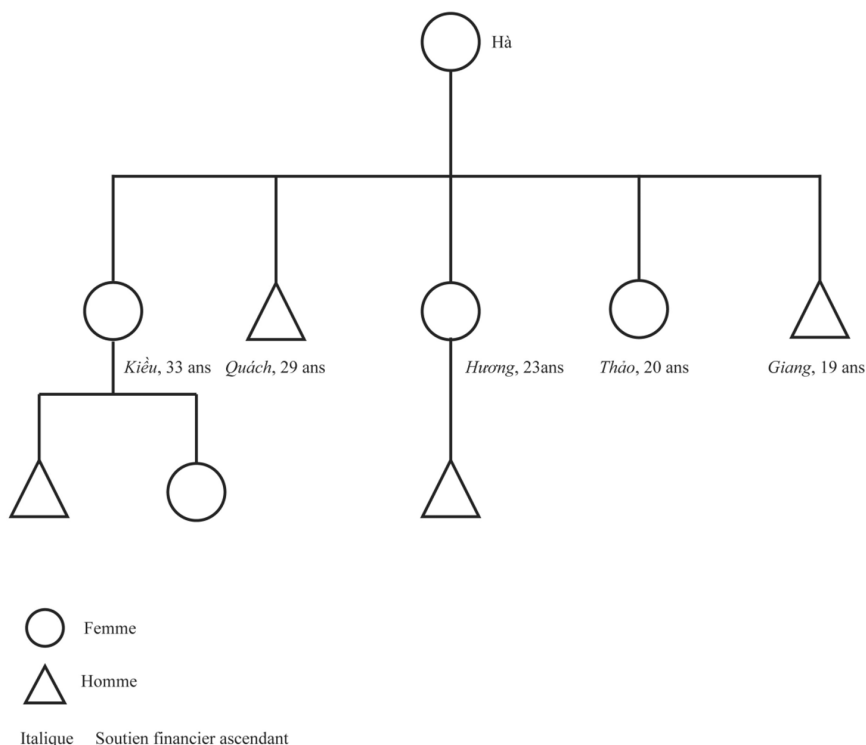
Figure 2 – Les Đòan



Source : auteur.

Les Trần sont un ménage monoparental de cinq personnes (figure 3). Le chef de famille est mort de la tuberculose en 1991. Son épouse Hà a exercé de multiples activités, parmi lesquelles le ramassage de matériaux recyclables. Elle a arrêté de travailler en 2005 à la suite d'une maladie. La première fille, Kiêu, a migré à Phnom Penh à 17 ans. Elle est revenue à Châu Đốc en 2007, laissant derrière elle deux enfants. Elle ne travaille pas et s'occupe du bébé de sa fille. Celle-ci lui envoie 50 USD tous les mois. Son deuxième enfant, un fils, Quách, vend des billets de loterie à Ho Chi Minh Ville et ne soutient pas sa mère. Son troisième enfant est une fille, Hương, qui vend des billets de loterie à Châu Đốc, son enfant de sept ans dans les bras. Elle reverse l'intégralité de ses revenus journaliers de 50 000 VND à sa mère. La quatrième, une fille prénommée Thảo, conjugue des relations d'amour vénel et la prostitution à la pagode de l'Arbre du Bouddha. Elle gagne 130 000 VND par jour. Le cinquième enfant, un fils, Giang, travaille comme cyclo-pousse, et verse 10 000 VND par semaine à sa mère. Le revenu du ménage atteint 2 316 000 VND, soit 463 000 VND par tête et par mois en excluant les revenus de la prostitution, ou 3 040 000 en les incluant, c'est-à-dire 608 000 VND par tête et par mois. Les Trần n'entrent pas dans la catégorie des ménages pauvres.

Figure 3 – Les Trần



Source : auteur.

La contrainte du choc exogène

La notion de pauvreté est une approche partielle dans la mesure où elle repose sur l'évaluation des revenus et non des dépenses. C'est aussi une notion statique, car elle est détachée des trajectoires individuelles. Le concept de vulnérabilité offre une vision plus dynamique de l'économie des ménages. Il évoque la probabilité de voir leur niveau de bien-être se dégrader à la suite de chocs exogènes, et retranscrit un état permanent d'insécurité qui empêche d'affronter les imprévus. L'enquête révèle que l'économie des ménages qui exploitent la sexualité de leur(s) fille(s) enregistre de fortes variations de dépenses, à la hausse comme à la baisse. Ces fluctuations résultent moins de bas salaires ou de mauvaises évaluations des risques que de chocs exogènes. Marie-Charlotte Buisson en propose une typologie [2012, p. 6-7] : les chocs naturels dérivent de risques météorologiques et environnementaux ; les chocs économiques touchent la production, les revenus et les dépenses ; les chocs démographiques renvoient à la maladie, aux décès et aux naissances (accidents et maladie affectent particulièrement les ménages enquêtés) ; enfin, les chocs politiques et sécuritaires dérivent de changements politiques, de privation de liberté ou de conflits. Ces derniers affectent les ménages de Châu Đốc dans le cadre du programme de relogement en périphérie des familles résidant dans les bidonvilles du centre-ville.

Financer le choc par l'exploitation de la sexualité : un choix rationnel

Comment les ménages amortissent-ils les chocs ?

La première solution pour les ménages consiste à constituer un capital utilisable comme épargne de précaution. Mais les ménages visés par l'enquête ont rarement les moyens. Certains, comme les Nguyễn, détiennent quelques actifs – terrain, habitation – dont la vente accentuerait la précarité. Ces actifs sont souvent déjà mis en gage. La deuxième option consiste à mobiliser les revenus des membres actifs du ménage. Parmi les options professionnelles qui s'offrent aux parents, l'exploitation de la sexualité des filles séduit par ses avantages. La comparaison des revenus et des conditions de travail dans et en dehors de la prostitution en révèle les avantages.

Emploi en dehors de la prostitution

Parmi les activités productives non prostitutionnelles envisageables par les femmes de faible niveau d'instruction de Châu Đốc, je retiens les plus usuelles : le service domestique, la vente de billets de loterie, le salariat agricole, le service en restauration et le travail en usine (tableau 1).

Une employée de service domestique gagne entre 200 000 et 1 million de VND par mois, gîte et couvert non compris. Logée chez l'employeur, elle est isolée et corvéable à merci.

La vente de billets de loterie au détail rapporte entre 300 000 et 1,5 million de VND. Les plages horaires sont longues, la concurrence rude et l'activité fatigante. Les vendeurs travaillent à leur compte et sillonnent les rues du matin au soir. Dans la mesure où cette activité ne requiert aucune force physique, de nombreux enfants s'y livrent en dehors des horaires d'école.

Le salariat agricole rapporte jusqu'à 800 000 VND par mois. Les revenus dépendent du calendrier agricole, des aléas climatiques et de la relation avec l'employeur. Les frais de transport et de logement sont à la charge de l'ouvrier employé.

Le service en restauration ou café génère entre 500 000 et 1 million de VND par mois. Les conditions sont peu flexibles, les plages horaires longues, et le travail s'effectue debout. Ces contraintes provoquent une forte rotation de la main-d'œuvre.

Enfin, l'emploi en usine rapporte entre 1 et 2 millions de VND par mois. Les horaires sont réglementés et les ouvriers ont la possibilité de faire des heures supplémentaires. Les conditions de travail varient d'un secteur à l'autre.

Tableau 1 – Revenus des emplois hors de la prostitution à Châu Đốc en 2008

Activité	Revenu mensuel (USD)
Service domestique	13-64
Vente de billets de loterie au détail	19-95
Salariat agricole	51
Service en restaurant ou café	32-64
Salariat en usine	64-127

Source : auteur.

Emploi dans la prostitution

L'industrie sexuelle au Vietnam est vaste et diversifiée. J'aborde les segments les plus ordinaires dans les villes de province : prostitution de rue, bar à bière, salon de massage, karaoké (tableau 2). Les données présentées tiennent compte des écarts selon la catégorie d'établissement, mais excluent les activités productives qui pourraient être exercées en parallèle et les rétributions matérielles offertes par les amants ou les clients réguliers.

À Châu Đốc, la prostitution de rue permet de générer un revenu de 800 000 à 4 millions de VND par mois, le prix de la prestation oscillant entre 20 000 et 100 000 VND. Flexible, mais précaire, cette activité offre du temps libre aux femmes qui travaillent dans la restauration, le ramassage de matériaux recyclables

et la vente de billets de loterie. Cette dernière activité permet d'approcher des clients aux terrasses des cafés en toute discrétion.

La prostitution dans les bars à bière (*bia ôm*) rapporte de 750 000 à 4 millions de VND par mois. Certains établissements n'offrent pas de salaire. Les serveuses empochent uniquement des commissions sur les boissons (500 000 VND) et certaines proposent des services sexuels à des prix compris entre 50 000 et 200 000 VND. Les employées travaillent sur de longues plages horaires et les conditions varient d'un établissement à l'autre.

Les masseuses et les hôtesse de karaoké gagnent de 5 à 25 millions de VND par mois. Le système de rémunération au pourboire les incite à offrir des services sexuels après le massage, à un prix compris entre 100 000 et 500 000 VND. La situation des hôtesse de karaoké est similaire. Salaire inexistant ou minime, mais commissions sur boissons et aliments et possibilité de coucher avec le client, parfois dans l'établissement.

Tableau 2 – Revenus de la prostitution à Châu Đốc en 2008

Secteur de prostitution	Revenu mensuel en USD
Prostitution de rue	51-254
Bars à bière	48-254
Salons de massage ou karaokés	318-1 589

Source : auteur.

Cette comparaison montre que la prostitution génère des revenus plus élevés que les emplois non prostitutionnels. L'estimation la plus basse pour les prostituées de rue à Châu Đốc travaillant à mi-temps correspond en effet au salaire d'une ouvrière agricole ou d'une serveuse travaillant à temps plein dans des conditions plus contraignantes. Les revenus s'envolent pour d'autres segments de l'industrie sexuelle comme les bars à bières, les salons de massage et les karaokés, où les employées cumulent commissions, pourboires, rétributions de services sexuels, et parfois un modeste salaire. Les femmes conjuguent revenus et conditions de travail dans leur évaluation. Si les prostituées de rue à Châu Đốc gagnent peu, elles jouissent de temps libre qu'elles peuvent investir ailleurs. Les salons de massage et les karaokés leur imposent d'être présentes, mais la charge de travail est faible et les employées profitent de leur temps mort. L'exploitation de la sexualité s'avère donc une stratégie rationnelle au regard des revenus élevés qu'elle permet de générer et des conditions de travail. Les revenus substantiels issus de la prostitution ont de quoi séduire un ménage, en particulier en situation de crise. Le choc exogène est une condition favorable à l'exploitation de la sexualité des filles par leur famille, mais cette condition n'est ni nécessaire ni suffisante, car tous les ménages acculés ne choisissent pas la prostitution comme stratégie de sortie de crise ou d'avancement économique.

Financer le choc par le crédit : un choix risqué

Le troisième mode de financement du choc consiste à s'endetter. La recherche renvoie ordinairement la prostitution à la pauvreté et à l'endettement. Dans sa thèse sur l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants au Vietnam, Rosanne Rushing écrit par exemple que « les principaux facteurs de répulsion de cette étude incluent les attitudes parentales au sujet de la piété filiale, les perceptions sur la pauvreté [...] » [2004, p. 47, ma traduction]. Dans sa thèse sur les conduites à risque des prostituées et des usagers de drogue au Vietnam, Trần Thu Hương soutient que « les raisons majeures qui poussent ces jeunes à entrer dans la prostitution sont : pauvreté, dette familiale, rupture avec un petit ami, dissolution du mariage, violence domestique » [2007, p. 16]. Plutôt que d'interroger les logiques économiques de la dette et ses répercussions, ces travaux déplacent l'objet vers le champ des obligations familiales, retranscrit en termes de dette filiale et de sacrifice. Les femmes se présentent ainsi comme des victimes de structures économiques (pauvreté, dette) et familiales (normes culturelles)⁴. Le reste de l'article interroge les déterminants de l'exclusion du crédit formel, le recours au crédit informel et les implications de ce palliatif pour l'exploitation de la sexualité.

Exclusion de la finance formelle : le crédit informel comme palliatif

La finance a subi des bouleversements majeurs depuis la fin de la guerre en 1975. L'offre de crédit rural s'est développée rapidement à l'issue des réformes politiques et macroéconomiques du *Đô mới* (Renouveau) à partir de la fin des années 1980. Ces réformes ont notamment déclenché la restructuration de la Banque d'État du Vietnam et de quatre banques publiques, dont la Banque agricole et de développement rural (BADR). La BADR s'est engagée dans une logique de ciblage d'une clientèle qui, sans être aisée, détient des biens qu'elle peut proposer en garantie. Créée en 1996, la Banque des politiques sociales, rebaptisée Banque des pauvres en 2003, se donne pour objectif de servir les populations rurales défavorisées et exclues du crédit de la BADR. Au cours des années 1990, le Vietnam a connu une forte augmentation de l'offre et des encours de crédit, une diminution des taux d'intérêt et une normalisation des conditions d'emprunt. Si le paysage financier se distingue aujourd'hui par sa diversité, de nombreux ménages en sont exclus. Pourquoi ? La première cause renvoie à la rigidité des formalités, aux délais d'attente et à l'éloignement des agences de la BADR et de la Banque des politiques sociales. Une autre source d'exclusion réside dans les garanties individuelles (carnet rouge, titre de propriété foncière) et les pièces administratives (certificat de résidence permanente, carte des pauvres) exigées par les organismes de crédit, et que seuls certains emprunteurs détiennent. Enfin, les institutions pratiquent une politique de prêts ciblés qui exclut le crédit à la consommation, notamment la santé et l'éducation. Ce ciblage bannit d'emblée les populations visées par l'enquête, exclues de la catégorie des plus démunies ou des groupes ethniques.

4. Pour une critique de cette vision, voir Lainez [2012].

La finance informelle répond à un besoin de financement ignoré par les organismes de crédit et le système bancaire. Comme dans nombre de pays du Sud, les finances formelle et informelle coexistent au Vietnam. Michel Lelart considère que le secteur informel de l'économie se caractérise par des « activités non recensées, exercées avec peu de capital et beaucoup de main-d'œuvre non qualifiée, à une échelle très restreinte, sans respect d'aucune réglementation. » [2006, p. 10] Outre l'absence de formes, le concept permet de mettre en avant le caractère personnel et personnalisé des relations entre le prêteur et l'emprunteur, relations fondées sur la confiance et souvent encadrées dans des relations sociales préexistantes. Cette particularité, et le fait que les partenaires fassent affaire comme ils l'entendent expliquent le discrédit qui pèse sur certaines transactions, en particulier le « prêt à haut taux d'intérêt » (*sự cho vay nặng lãi*), parfois dénommé « prêt coupe-gorge » (*cho vay tiền cắt cổ*). Les travaux des économistes qui ont interrogé la place et le rôle de la finance informelle au Vietnam montrent que les réformes ont provoqué le déclin de ce secteur depuis les années 1990. Des travaux plus récents confirment la diminution du crédit informel dans les années 2000. Ce type de crédit représenterait à la fin des années 2000 un tiers des opérations de crédit [Barslund, Tarp, 2008, p. 488 ; Gironde, 2007, p. 165].

L'offre des prêteurs privés

L'enquête a porté sur le prêt à intérêt⁵. Celui-ci affecte, de près ou de loin, la majorité des ménages et des femmes prostituées de cette recherche. La littérature juridique qualifie le prêt à intérêt d'abusif dès lors que le taux pratiqué dépasse celui établi par l'État ou la coutume. Au Vietnam, la loi fixe ce taux. L'article 163 du chapitre XVI (crimes de nature économique) du Code pénal stipule que le taux d'usure correspond à un taux au moins dix fois supérieur à celui défini par la loi. Le taux annuel stipulé par la Banque nationale du Vietnam s'établit entre 7,5 % et 14 % sur la période 2000-2010.

Une armée de prêteurs privés bien identifiés sert la population concernée à Châu Đốc. Une dizaine d'entre eux fréquente la pagode de l'Arbre du Bouddha où se traitent des transactions. Les prêteurs s'organisent sur un mode pyramidal. Des grossistes appelés *chủ lớn* (« grands chefs ») offrent du crédit à des détaillants, les *chủ nhỏ* (« petits chefs »), à un taux compris entre 3 % et 5 % par mois. Ces derniers le revendent aux petits emprunteurs. L'argent coûte d'autant plus cher que le prêt est de seconde ou troisième main. La plupart des prêteurs travaillent seuls et se consacrent uniquement à cette activité. Les *chủ lớn* sont pères

5. Les prêts sans intérêt au sein de l'entourage proche occupent une place importante dans le paysage de la finance informelle. Mes observations confirment que parents et amis constituent une source centrale de crédit, et les emprunteurs songent à eux en premier. Ce type d'emprunt est avantageux à maints égards : les intérêts ne s'appliquent pas et les conditions sont flexibles. Le délai de remboursement peut se prolonger sur des semaines ou des mois. En revanche, les opérations dépendent de la capacité financière des acteurs, *a priori* limitée dans les ménages à faibles revenus. Mentionnons qu'il existe deux autres sources de crédit très populaires, les « prêts sur gage » (*cầm đồ*) et les associations d'épargne et de crédit rotatif (*hụi* au sud, *hội* ou *phường* au nord), qui ne sont pas étudiées ici.

et invisibles, les *chủ nhỏ* vulnérables et visibles. À l'instar des petits emprunteurs, les *chủ nhỏ* s'endettent à un taux préférentiel, mais suffisamment élevé pour courir les mêmes risques de surendettement que leurs clients.

Les prêteurs privés financent ce que les autres opérateurs de crédit, formels comme informels (famille, proches), rechignent à financer : chocs économiques et dépenses de consommation (privatisation des services essentiels, augmentation des prix en raison de l'inflation galopante entre 2008 et 2011), chocs démographiques (maladie et accident), chocs naturels (détériorations de l'habitat en période de moussons). Peu de ménages empruntent pour leur subsistance, ce type de dépenses étant assuré par les revenus des activités productives. Les conditions, modalités et types d'emprunts varient. La proximité sociale entre le prêteur et l'emprunteur facilite la collecte d'informations par le premier sur la solvabilité, la réputation, l'endettement, l'utilisation de l'emprunt et les capacités de remboursement du second. Cela réduit les coûts d'information, inférieurs à ceux pratiqués par les organismes de crédit.

Les modalités de l'emprunt dépendent de sa finalité et du montant requis. Un crédit modeste, de courte durée et risqué coûte cher. Les montants restent réduits, quelques dizaines de dollars à rembourser sur quelques jours, plus rarement quelques centaines à recouvrer sur plusieurs semaines ou plusieurs mois. Seuls les *chủ nhỏ* acceptent de vendre ce type de crédit sans exiger de garanties fiables. Ils demandent un gage (télévision, moto, téléphone portable, bijoux) si le montant s'avère conséquent, le risque élevé, et la relation avec le débiteur non solidement ancrée dans la confiance. Les prêts se remboursent au jour le jour, l'usage voulant que le prêteur se rende chez l'emprunteur en fin de journée pour relever la cotisation (*góp*). S'ils s'inscrivent en théorie dans la courte durée, les délais de remboursement peuvent *de facto* se prolonger, mettant en difficulté autant le prêteur que l'emprunteur.

Le rôle vital des prêteurs privés

L'enquête a porté sur trois principaux modèles de crédit. Le premier, *tiền góp* ou « argent collecté », se distingue par sa popularité. Les prêteurs accordent des prêts compris entre 100 000 et 500 000 VND. Au-delà, des garanties s'imposent. Ce système permet un recouvrement quotidien et échelonné du capital et de l'intérêt. L'intérêt varie entre 10 % et 30 %, s'établissant d'ordinaire à 20 % pour un cycle de 24 jours. L'emprunteur calcule rarement le taux d'intérêt annuel, qui est de 300 %. Il a besoin d'une somme d'argent qu'il compte rembourser aussitôt. Pour un emprunt de 100 000 VND, il paye 5 000 VND par jour, soit 120 000 VND sur 24 jours pour un taux de 20 %. Si l'emprunteur a remboursé 75 % du premier prêt et que le prêteur accepte, il peut emprunter une deuxième ligne de *tiền góp*.

Le deuxième modèle, *tiền đứng* ou « argent debout », correspond à un crédit à la journée ou à la semaine. L'emprunteur recouvre chaque jour l'intérêt jusqu'à recouvrement du principal. Pour 100 000 VND empruntés, il paye de 3 000 à

5 000 VND par jour. Le prêteur récupère le capital au bout de 20 ou 30 jours selon l'intérêt pratiqué. Ce crédit comporte un risque élevé pour le prêteur dans la mesure où l'emprunteur peut se retrouver dans l'impossibilité de rembourser le principal à l'échéance prévue. Ce dernier doit alors continuer à régler des intérêts sur la base du taux accordé. Ce modèle concerne les emprunteurs auxquels le créancier refuse de nouvelles lignes de *tiền góp*, ou ceux qui, ayant besoin de l'argent pour effectuer un achat, le remboursent en quelques jours. Le prix de ce type de crédit excède celui du crédit *tiền góp* et rapporte d'autant plus au prêteur que l'emprunteur tarde à rembourser, cas de figure fréquent. L'emprunteur évite de calculer l'intérêt composé (90-150 %) ou annuel (1 080-1 800 %), peu significatif. Certains prêteurs appliquent une règle encore plus désavantageuse pour l'emprunteur. Chaque tranche d'intérêt de 100 000 VND vient s'ajouter au capital emprunté, établissant un nouveau principal sur lequel se calcule l'intérêt de 5 % par jour, d'où l'expression l'« intérêt mère donne naissance à des intérêts enfants » (*lãi mẹ đẻ lãi con*).

Le troisième modèle, *tiền vé số* ou « argent de la loterie », correspond à un crédit professionnel accordé aux vendeurs de billets de loterie, activité populaire parmi les femmes qui exercent la prostitution de rue comme parmi les enfants non scolarisés. Les détaillants doivent vendre leurs billets avant l'annonce radiophonique des résultats de la loterie du jour à 16 heures. Les billets non vendus restent à leurs frais. À Châu Đốc, le profit journalier net d'un détaillant oscille entre 30 000 et 50 000 VND. Un ou deux billets non vendus, achetés un peu plus de 4 000 VND l'unité, représentent un manque à gagner conséquent. Le vendeur achète ses billets le matin sur son fonds de roulement. Or il manque souvent de liquidités, l'argent gagné en journée pouvant être dépensé au fur et à mesure à des fins de subsistance. Il peut s'adresser à un grossiste qui lui vend des enveloppes de 20 billets d'une valeur de 100 000 VND à 85 000 ou 88 000 VND. Il peut aussi s'adresser à un prêteur qui achète les enveloppes à 85 000 VND et les revend à crédit à 90 000 VND. Si le vendeur ne rembourse pas sa créance à l'heure convenue, le prêteur lui impose une pénalité journalière de 5 000 VND.

Ces trois types de crédit prévoient des taux d'intérêt plus élevés que ceux pratiqués par les institutions de crédit. Pourquoi les emprunteurs les valident-ils ? Parce que le système formel ne couvre pas les besoins de crédit de tous les segments de population, alors que ceux-ci grandissent à mesure que les services se privatisent et que la consommation globalisée se normalise au Vietnam. Les prêteurs jouent un rôle crucial dans la mesure où ils représentent la seule source de crédit disponible pour certaines populations. C'est pourquoi les emprunteurs émettent un jugement favorable à leur égard, louant leur disponibilité, leur souplesse et leur rapidité d'action. En revanche, ils redoutent la violence en cas de contentieux. De leur côté, les prêteurs justifient leurs tarifs avec deux arguments. Le premier renvoie à la loi du marché : « nous pratiquons les mêmes prix que les autres », « les prix s'adaptent à la demande ». Le taux devrait être bas quand les capitaux abondent, élevé dans le cas inverse. Pourtant, les modalités de *tiền góp* et *tiền đưng* varient peu. Le second argument tient au risque. Sur les trois prêteurs

que j'ai rencontrés, deux ont été contraints d'abandonner leur activité après une accumulation d'impayés. Cette réalité des *chủ nhỏ*, petits prêteurs de deuxième ou troisième main contraste avec le stéréotype encore vivace de l'usurier cupide et dépourvu de scrupules qui impose aux pauvres des prêts à court terme sous des modalités « archaïques » en vue de s'enrichir sur leur dos. Souvent qualifiées de scandaleuses par les agences de développement et les opérateurs de microcrédit, ces pratiques sont l'objet d'une réprobation morale. Des économistes comme Fritz J.A. Bouman [1990] contestent de tels *a priori*. Il prend l'exemple d'un paysan africain ou asiatique qui emprunte au petit matin 2 dollars pour acheter quatre melons, qu'il remboursera le soir au prix de 20 centimes. Le taux d'intérêt quotidien s'élève à 10 %, le taux d'intérêt annuel à 3 650 %. Ce prêteur suscite la réprobation des institutions qui l'accusent de pratiquer l'usure. Imaginons que le débiteur découpe ses 4 melons en 10 tranches et qu'il les revende 10 centimes pièce à des paysans qui, plus pauvres que lui, ne peuvent se payer un melon entier. L'opération se solderait pour lui par un bénéfice net de 2 dollars en une journée, dix fois le profit du prêteur. Le vendeur ne serait pas condamné, mais loué pour son esprit entrepreneurial et capitaliste [Bouman, 1990, p. 160]. La production d'argent à partir d'argent dans un système dérégulé sur le plan institutionnel – mais fortement structuré sur le plan social – pose problème aux opérateurs financiers qui luttent pour la régulation du marché du crédit.

Fractionnement de la dette et surendettement

L'emprunt peut créer et renforcer l'endettement au regard des conditions décrites. Un emprunt initial de type *tiền góp* ou *tiền đúng* de quelques centaines de milliers de VND peut atteindre plusieurs millions en l'espace de quelques mois, entraînant le débiteur dans une spirale qui le contraint à emprunter ailleurs, et dans les mêmes conditions, pour rembourser les intérêts. La multiplication des sources de crédit génère de nouveaux intérêts, provoquant *in fine* le fractionnement de la dette. L'emprunteur doit alors jongler avec les échéances, les intérêts et les créanciers, d'où l'expression « prendre ici pour payer là-bas » (*lấy của bên này để trả bên kia*). Cette dynamique peut mener au surendettement, qui se manifeste par des découverts répétés et des arriérés accumulés dans le paiement des charges.

Le cas de la famille Nguyễn illustre les conséquences du crédit informel en matière de structure de la dette et de surendettement. La dette revient sans cesse dans les discussions. Entre décembre 2008 et septembre 2009, l'encours moyen de la dette familiale se situe à hauteur de 25 millions de VND, l'équivalent de huit mois de salaire du chef de famille. Parmi les ménages de Châu Đốc, les Nguyễn ne sont pourtant pas les plus mal lotis. Retraçons la chronologie des chocs exogènes sur une décennie.

En 1997 et en 2002, Hùng, le père, subit des opérations au nez. L'assurance maladie, les contributions des enfants et un prêt accordé par sa belle-mère, jamais remboursé, couvrent les frais médicaux. En 2003, après avoir longtemps vécu dans un taudis du centre-ville, la famille est relogée par le gouvernement local en

périphérie de Châu Đốc. Elle reçoit un lopin de terre, mais la construction du logement est à ses frais. L'épargne et un emprunt de type *tiền góp* à 20 % financent le coût des travaux, estimé à 15 millions de VND. Le prêteur fait grâce à l'emprunteur de la garantie matérielle. Il connaît Hùng de longue date et a déjà traité avec lui dans le cadre d'emprunts remboursés. Les faibles revenus de la famille – le salaire mensuel du chef de famille s'élève à 700 000 VND, son fils Tâm gagne 300 000 – empêchent un recouvrement rapide de l'emprunt. La famille le soldera au bout de trois ans, moyennant un nouveau prêt, octroyé par la mère de Lan. En 2005, les Nguyễn obtiennent le titre de propriété foncière, grâce auquel ils empruntent 10 millions de VND à un nouveau prêteur sous forme de *tiền góp* à un taux de 10 %. Cet argent finance le renforcement de la structure de l'habitation. Incapable de le rembourser dans les délais prévus, la famille subit les repréailles du prêteur qui se rend chez eux jour après jour pour les insulter et les menacer. Lan rembourse l'emprunt en vendant la virginité de sa fille Xuân à Ho Chi Minh Ville. En 2006, Hùng se porte garant d'un proche ami qui emprunte 7 millions de VND à un prêteur privé. Cet ami fait défaut avant la fin du remboursement. La charge de la dette retombe sur Hùng, qui emprunte 5 millions de VND à travers l'entreprise publique qui l'emploie et à qui il fait croire qu'il en a besoin pour améliorer son logement alors que c'est en réalité pour rembourser la dette de son ami. Il rembourse cet emprunt en 2009 par le système des déductions salariales. Au même moment, Xuân accouche d'une petite fille. Sa grand-mère paternelle et ses deux frères couvrent les frais d'accouchement (1 million de VND). En 2007, une nouvelle entreprise publique recrute Hùng comme jardinier paysagiste. Son salaire mensuel atteint 3 millions de VND. À l'automne 2008, le fils cadet Hoàng, âgé de douze ans, commet une double tentative de viol à l'encontre de sa voisine de six ans. Ses parents versent une amende de 6 millions de VND à la famille de la victime, en partie financée par un nouvel emprunt de type *tiền đútng* de 2 millions de VND. En juillet 2009, les Nguyễn reçoivent un don de 20 millions de VND de l'Union des travailleurs d'An Giang. Attribuée aux ménages à faibles revenus par tirage au sort, cette somme est attribuée pour financer la reconstruction du logement. Mais les Nguyễn en économisent une partie en recyclant de vieux matériaux pour rembourser leurs arriérés de dettes. Cela se fait à l'insu des autorités et de la télévision locale, qui inaugurent le « nouveau » logement dont seules la façade et la structure ont été rénovées.

Chez les Nguyễn, les besoins en liquidités en relation avec la charge de la dette dépassent en permanence les ressources disponibles, pourtant importantes. Aux revenus stables du chef de famille se conjuguent ceux, variables, mais non moins importants, des enfants, dont les fonds issus de la sexualité monnayée de Xuân. Si les revenus conjugués couvrent les dépenses essentielles et une partie de la charge de la dette, ils ne suffisent pas à constituer une épargne. Le défaut de capital permettant de se prémunir contre les chocs pèse sur la période couverte, parsemée de chocs naturels (réparation de l'habitation dégradée par les intempéries), économiques (appel de la caution solidaire, compensation aux voisins), démographiques (santé, maladie, accouchement) et politiques (relogement imposé

par le gouvernement local). Les nouveaux imprévus enfoncent progressivement les Nguyễn dans la spirale du surendettement. S'ils parviennent à se maintenir à flot grâce aux multiples ressources financières et humaines mobilisées, leur comptabilité reste en négatif. Cet exemple révèle l'enchevêtrement de prêts et de logiques sociales et financières dans lequel s'engouffrent de nombreux ménages. Les Nguyễn multiplient les opérations de crédit : prêt formel par l'employeur, prêts informels sans intérêt contractés auprès de l'entourage proche (la mère de Lan perd deux fois sa créance), et prêts informels à haut intérêt auprès de prêteurs privés. Dans la mesure où ces opérations se superposent, Hùng et Lan jonglent en permanence avec les créances, les intérêts et les créanciers.

Financer le crédit par l'exploitation de la sexualité

La dette subit un double fractionnement économique et social au sein des ménages. L'endettement devient un problème familial lorsque l'emprunteur transfère tout ou une partie de la responsabilité du remboursement aux personnes sous son autorité, le conjoint ou la conjointe, les enfants en mesure de travailler et les personnes apparentées au ménage. La méthode la plus pratique consiste à mutualiser les revenus. Tandis que le débiteur contracte l'emprunt, les membres productifs du ménage portent le fardeau de la dette. La pression exercée par un prêteur sur un emprunteur surendetté accentue le besoin de trouver un revenu substantiel. Cette contrainte peut provoquer le basculement dans l'exploitation de la sexualité, en particulier la vente de la virginité, qui est fortement rémunératrice. En 2003, les Nguyễn subissent les insultes et les menaces quotidiennes d'un prêteur qui réclame sa créance. À son arrivée, la famille se comporte comme le rat de forêt qui, pour fuir un danger, creuse un trou pour s'enterrer, selon l'expression de Lan (*trôn chui trôn nhúi*). Elle se décide alors à vendre la virginité de sa fille pour 10 millions de VND.

L'enquête sur laquelle est basé cet article a porté sur les conséquences du surendettement et le soutien procuré par Xuân à ses parents grâce à ses relations vénales. Entre décembre 2008 et avril 2009, la mère harcèle sa fille, seule enfant au foyer. Elle soutire les revenus issus des relations de sa fille avec Dũng (« mari d'après ») et Đức (« grand-père nourricier »). Une partie importante des revenus familiaux provient à ce moment-là de l'exploitation de sa sexualité. S'ajoutent à ces revenus des biens matériels, également injectés dans l'économie familiale. La mère revend, par exemple, les bijoux offerts par Đức et la famille partage un vélo offert par Dũng ainsi qu'une moto Honda cofinancée par Đức. Bien que le prélèvement de ressources provoque des frictions, les enfants se plient aux demandes de leurs parents. Xuân verse à sa mère l'essentiel de ses revenus tout en gardant discrètement une partie qu'elle affecte à ses dépenses personnelles. Un jour, elle gagne 50 000 VND à la loterie, mais dit à sa mère en avoir perçu la moitié. Un autre jour, elle organise un séjour à Ho Chi Minh Ville avec l'aide de Quê, son amant, sous prétexte de travailler au café, alors qu'en réalité il s'agit de s'évader avec lui.

La situation est analogue dans les familles Đoàn et Trần. Dans la première, Ngân envoie tous les mois 100 USD à sa mère depuis Phnom Penh. Tiên et Nhàn versent à leur mère la plus grande partie de leurs revenus quotidiens, quelques milliers de dôngs difficilement gagnés. Le soutien financier se conjugue à des dons en nature tout aussi vitaux : aliments, boissons, biens périssables. À un moment, Ngân cesse d'envoyer des fonds. Dans l'espoir de susciter un versement, sa mère la harcèle au téléphone, inventant des récits tragiques sur sa santé. Cette technique paye jusqu'au jour où Ngân change de numéro de téléphone, restant injoignable des mois durant. La mère se replie alors sur ses autres enfants. Elle tente de s'approprier des revenus de Tiên, allant jusqu'à vider ses poches pendant la nuit.

Les emprunteurs en difficulté fondent parfois leurs espoirs sur un événement extraordinaire qui viendra bouleverser leur situation. L'exploitation de la sexualité prend ici un nouveau visage. Elle consiste à trouver un bienfaiteur, un « homme précieux et généreux » (*quý nhân*, selon l'expression de Lan), quelqu'un de « très bien et riche qui aidera » (*người rất là tốt, giàu có sẽ giúp đỡ*, selon l'expression d'une éducatrice). On pense à Đức, ce retraité qui apprécie et entretient généreusement Xuân en échange de son affection et de services sexuels ou aux étrangers qui se marient dans les provinces reculées du pays par l'intermédiaire des agences matrimoniales internationales [Bélanger, Trần, 2011]. À défaut du prince, les Đoàn se contentent de Quyên, le mécanicien et compagnon de route de Tiên. Ce « mari » (*chồng*, son qualificatif) les soutient, elle et sa mère, par des versements ou le règlement de factures. Les filles dont les parents engagent le capital sexuel et affectif incarnent l'espoir du revenu extraordinaire qui, à défaut de juguler la crise, améliorera leur quotidien⁶.

Les emprunteurs peuvent également garantir le coût élevé du crédit par le système de la sûreté personnelle. La sexualité s'imisce à nouveau dans les arrangements financiers. La personne qui se porte caution (*bảo lãnh*) garantit l'exécution d'une obligation souscrite par un tiers en cas de défaillance de celle-ci sans passer par une procédure judiciaire. À Châu Đốc, l'usage veut qu'un garant avale l'emprunteur qui souscrit un crédit pour la première fois. Présente dans d'autres domaines comme la recherche d'un emploi [Henaff, Martin, 2003], cette modalité pallie les asymétries d'information sur les marchés. Le garant est un proche, une connaissance, un collègue de travail ou un employeur. Dans les domaines où la parole fait foi, le garant s'engage *ex ante*, au moment où l'emprunteur et le prêteur établissent l'accord de prêt, ou *ex post* lors d'un rééchelonnement de la dette. L'emprunteur lui est alors redevable, lui devant un service s'il s'agit d'un proche ou d'un ami, une commission si leur relation est plus éloignée ou intéressée, un compliment dans la sphère familiale. L'exemple de Ngã, ancienne

6. Cette quête du revenu explique peut-être pourquoi les familles et les femmes étudiées ici jouent en permanence à la loterie légale et surtout illégale (*số đề*), consistant à parier sur les deux derniers numéros du chiffre gagnant à la loterie nationale. Au sein des ménages, les femmes jouent aux cartes et à la roulette, et les hommes parient sur tout type d'événement.

prêteuse d'argent tombée en disgrâce, illustre l'application du principe de caution des enfants. Longtemps insolvable en raison de son dénuement et de la mauvaise réputation acquise au fil des années auprès des prêteurs de la pagode de l'Arbre du Bouddha, Ngã regagne de la crédibilité lorsque ses filles garantissent ses dettes. La promesse de Ngân de poursuivre les versements mensuels et quelques mots échangés au téléphone avec le prêteur de Châu Đốc ont suffi à garantir l'arriéré de 10 millions de VND que ce prêteur réclame à Ngã depuis de longues années. Par ailleurs, Tiên cautionne un nouveau prêt de 500 000 VND pour sa mère en *tiên đứng*. Celle-ci s'empresse de prêter cette somme aux Trần, ses voisins, à un taux de 3 % par jour, car la mère de famille, Hà, offre trop peu de garanties aux prêteurs pour bénéficier de leurs services. L'engagement au titre de la garantie peut s'avérer lourd de conséquences. Le service tourne en effet au désastre pour Hùng, garant d'un ami qui fait défaut sans le prévenir, la dette dont il s'était porte garant devient la sienne.

L'engagement du garant peut aussi se conclure à son insu. Allison Truitt décrit un imbroglio révélateur [2007]. Un de ses informateurs souscrit un emprunt de 10 millions de VND en arguant au prêteur que son amie, la chercheuse américaine, le cautionne. Celle-ci aurait accepté de lui offrir 300 USD et sa moto à son départ vers les États-Unis. Or l'emprunteur se volatilise et le prêteur se tourne vers la garante pour lui réclamer son dû. Celle-ci découvre alors, ébahie, le malentendu. J'ai vécu une situation similaire à Châu Đốc. Ngã a interprété l'attention scientifique que je portais à Tiên comme un signe d'attirance pour elle. Elle a peut-être cru que je souhaitais l'épouser. Du moins l'a-t-elle insinué aux prêteurs de la pagode de l'Arbre du Bouddha afin de regagner du crédit, semble-t-il, jusqu'à ce que je mette fin aux spéculations qui circulaient à mon propos. Ce mécanisme diffère de celui de la garantie formalisée, à moins que Ngã ne m'ait présenté à mon insu comme son garant. Il repose sur le principe selon lequel le prêteur inclut le capital économique (acquêts, emploi) et symbolique (confiance, réputation, relations sociales) de l'emprunteur dans l'évaluation de sa capacité à rembourser. Le fait que Ngã fréquente le chercheur étranger de bonne réputation que j'incarne à ses yeux, présumé riche en raison de sa nationalité, genre potentiel, rehausse son capital social et indirectement, sa crédibilité financière. Le capital économique et social des parents, des enfants et des potentiels beaux-enfants s'agrège pour constituer le capital familial et, dans ce cas, renforcer la solvabilité et l'accès au crédit, rendant ce type de comportement parfaitement rationnel.

Conclusion

La recherche sur la prostitution au Vietnam défend la thèse causale selon laquelle la pauvreté et l'endettement des ménages mènent à la prostitution des femmes. Or les études définissent rarement le concept de pauvreté, tandis que les méthodologies ne révèlent pas le chemin qui mène de la pauvreté à la prostitution. Si la pauvreté était une condition suffisante, le Vietnam compterait des millions de femmes prostituées, ce qui n'est pas le cas. L'enquête que j'ai réalisée révèle

surtout que les familles qui exploitent la sexualité de leur(s) fille(s) sont largement au-dessus du seuil de pauvreté officielle. En revanche, elles restent vulnérables aux chocs exogènes. Si les revenus suffisent à couvrir les dépenses essentielles, ils manquent pour constituer une épargne de précaution. Confrontées à l'imprévu, les familles doivent générer des revenus importants. L'exploitation de la sexualité apparaît alors comme une option rationnelle au regard de sa rentabilité et de sa souplesse. Une autre solution consiste à s'endetter. Les prêteurs privés profitent de l'exclusion du crédit formel des segments plus vulnérables de la population. Le secret du succès du crédit informel repose sur la souplesse, l'efficacité, la rapidité, les faibles coûts, les garanties matérielles ou personnelles et la place accordée à la confiance, l'honneur et le capital social. Son principal inconvénient reste son prix élevé. Les modalités et intérêts pratiqués peuvent entraîner le débiteur dans la spirale du surendettement. Si le ménage empruntait pour parer à un choc, il peut se retrouver à devoir emprunter pour financer le coût du crédit.

Les ressources humaines disponibles sont mobilisables et mobilisées au sein des ménages. Pour trouver un revenu extraordinaire et renverser la situation de crise, ceux-ci peuvent exploiter la sexualité d'une ou plusieurs de leurs filles, ou vendre leur virginité en échange de plusieurs centaines de dollars. Ils peuvent encore fonder leur espoir sur la rencontre d'un généreux protecteur lié à une de leurs filles. La sexualité s'immisce encore dans le système de la caution individuelle.

Nombre de femmes prostituées viennent de ménages à faibles revenus, mais non pauvres au regard de la définition officielle de la pauvreté au Vietnam. Si les chocs et l'endettement constituent des conditions favorables à l'exploitation de la sexualité des filles par leurs familles, elles ne sont ni nécessaires ni suffisantes. Car la plupart des ménages vietnamiens récusent cette option comme stratégie d'avancement économique en raison des verrous sociaux qui relèguent l'exploitation de la sexualité au domaine de la déviance.

Bibliographie

- ASIA FOUNDATION [2008], *Combating human trafficking in vietnam : lessons learned and practical experiences for future program design and implementation 2002-2008*, Hanoi, Asia Foundation, 31 p.
- BARSLUND M., TARP F. [2008], « Formal and informal rural credit in four provinces of Vietnam », *Journal of development studies*, vol. 44, n° 4, p. 485-503.
- BÉLANGER D., TRẦN G. L. [2011], « The impact of transnational migration on gender and marriage in sending communities of Vietnam », *Current sociology*, vol. 59, n° 1, p. 59-77.
- BOUMAN FRITZ J.A. [1990], « Informal rural finance : an Aladdin's lamp of information », *Sociologia ruralis*, vol. 30, n° 4, p. 155-173.

- BUISSON M.C. [2012], *Trois essais sur la vulnérabilité des ménages ruraux dans les pays en développement : risques, stratégies et impacts*, Thèse de doctorat, faculté des Sciences économiques et de gestion, université d'Auvergne-Clermont-Ferrand, 194 p.
- GENERAL STATISTICS OFFICE (GSO) [2008], *Result of the Survey on Household Living Standards 2008*, Hanoi, Statistical Publishing House, p. 559.
- GIRONDE C. [2007], « Manque de crédit ou manque de profit ? L'économie familiale au Vietnam », *Annuaire Suisse de politique de développement*, vol. 26, n° 2, p. 157-172.
- HENAFF N., MARTIN J.Y. [2003], *Travail, emploi et ressources humaines au Viêt-nam – Quinze ans de Renouveau*, Paris, IRD, Karthala, 322 p.
- LAINÉZ N. [2012], « Commodified sexuality and mother-daughter power dynamics in the Mekong Delta », *Journal of Vietnamese Studies*, vol. 7, n° 1, p. 149-180.
- LÊ B.D. [2002], *Viet Nam Children in Prostitution in Hanoi, Hai Phong, Ho Chi Minh City and Can Tho : A Rapid Assessment*, Genève, International Labour Organization (ILO), international programme on the elimination of child labour (IPEC), 109 p.
- LELART M. [2006], *De la finance informelle à la microfinance*, Paris, Agence universitaire de la francophonie et Éditions des archives contemporaines, 61 p.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) [1990], « Définition et mesure du développement humain », *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, p. 203.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) [1997], « Le développement humain au service de l'éradication de la pauvreté », *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, p. 268.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) [2000], « Droits de l'homme et développement humain », *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Bruxelles, De Boeck & Larcier, p. 290.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) [2010], « La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain », *Rapport mondial sur le développement humain*, New York, PNUD, 254 p.
- RUBENSON B., LE T.H., HÖJER B., JOHANSSON E. [2005], « Young sex-workers in Ho Chi Minh city telling their life stories », *Childhood*, vol. 12, n° 3, p. 391-411.
- RUSHING R. [2004], *From perception to reality : a qualitative study of migration of young women and sexual exploitation in Viet Nam*, PhD in Public health, department of Public health and Policy, London school of hygiene and tropical medicine, 206 p.
- SCHUNTER B. [2004], « Filial piety and Vietnamese sex workers in Svay Pak, Cambodia », *Research for sex work*, n° 4, p. 9-10.
- TRAN T.H. [2007], *Conduites à risque des adolescents vietnamiens et intégration de la Loi paternelle. Une étude appliquée à la prostitution et à la toxicomanie*, Thèse de doctorat, UFR de psychologie, université de Toulouse II-Le Mirail, 325 p.
- TRUITT A. [2007], « Hot loans and cold cash in Saigon », in SENDERS S., TRUITT A. (dir.), *Money : ethnographic encounters*, Oxford, Berg, p. 57-67.